

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

(N° 5. — MAI 1853.)

I.

PROCÈS-VERBAUX.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,

TENUE LE 25 AVRIL 1853,

SOUS LA PRÉSIDENTIE DE M. DE BARANTE.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. le président proclame membres de la Société :

838. M. DUFAYRE, avocat, ancien ministre, rue Lepelletier, n° 20, présenté par M. A. Passy.

839. M. LE COMTE GEORGES DE SAINT-PRIEST (fils), aux Champs-Élysées, allée des Veuves, n° 30, présenté par M. de Barante.

840. M. ÉMILE DE NANTEUIL, chef du cabinet et du secrétariat au ministère de l'instruction publique et des cultes, rue Grenelle Saint-Germain, présenté par M. Bellaguet.

841. M. LE BARON PÈDRE-LACAZE, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, n° 93, présenté par MM. de Watteville et Bellaguet.

Ouvrages offerts.

Bulletin monumental, t. XIX, n° 2. 1853.

Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 1^{er} trimestre de 1853.

Cris de guerre et Devises des États de l'Europe, des provinces et villes de France, d'Angleterre, des Pays-Bas, etc., par M. le C. de C. (Cohen de Vinkenhoeft). Paris, 1853. 4 vol. in-12.

Notice extraite de la Bibliothèque de l'École des chartes (mars 1853) sur l'ouvrage suivant :

Papiers d'État, pièces et documents inédits ou peu connus relatifs à l'histoire de l'Écosse au xvi^e siècle, tirés des archives et des bibliothèques de France et publiés pour le Bannatyne-club d'Édimbourg, par M. A. Teulet, archiviste, attaché à la section historique des Archives de l'Empire. Paris, 2 vol. in-4°; — brochure in-8° de 8 pages.

Physiologie du nez, par M. Ch. Bataillard. Br. in-8° extr. de l'*Annuaire de la Société philotechnique pour 1853*.

Prospectus et première feuille d'un ouvrage intitulé :

Extraits originaux d'un manuscrit de Quentin de La Fons, intitulé : Recherches curieuses sur la ville de Saint-Quentin en Vermandois et sur l'auguste basilique de cette ville (1649); publiés pour la première fois par Ch. Gomart, correspondant du ministère de l'instruction publique.

Cet ouvrage, qui formera un volume in-8° de 400 pages, se publie à Saint-Quentin.

Correspondance.

M. Ch. Bataillard, membre de la Société, signale au Conseil une rectification à faire dans le *tableau des naissances et alliances des familles souveraines d'Europe*, tableau qui fait partie de l'*Annuaire de 1853*. Page 30, on lit que Charles-Marie Bonaparte, marié en 1767 à Marie Lætitia de Ramolino, est mort à Montpellier le 24 février 1785, laissant huit enfants, dont le second fut l'empereur Napoléon I^{er}. A la page 34, on lit que Marie Lætitia de Ramolino, mariée en 1767 à Charles-Marie Bonaparte, était veuve le 24 février 1784. Laquelle de ces deux dates est la vraie? C'est probablement la première, car la seconde aurait pour résultat de rendre la naissance du roi Jérôme postérieure de huit mois et vingt et un jours au décès de son père, le roi Jérôme étant né le 15 novembre 1784. Or, cette circonstance de naissance posthume n'a été relevée par aucune biographie. La date de 1785 est celle indiquée par la *Biographie universelle* et est bien la date véritable.

Il sera fait droit à la rectification indiquée par M. Bataillard.

— A cette occasion, M. de Barante rappelle que, pour un autre fait non moins important de la biographie de la famille Bonaparte, la date de la naissance de l'Empereur, il y a un désaccord plus réel entre des autorités qui paraissent également authentiques et respectables, savoir : septembre 1768 ou septembre 1769. Cette dernière date paraît être la date réelle.

— M. Ch. Gomart, auteur de l'ouvrage ci-dessus annoncé, sollicite de la Société des encouragements pour cette publication. Le Conseil regrette de ne pouvoir, en raison des statuts de la Société, donner aux ouvrages qui ne sont pas publiés à ses frais et sous sa direction d'autres

encouragements que d'en signaler l'intérêt et l'utilité aux membres de la Société de l'histoire de France.

Administration.

Sur la proposition d'un de ses membres, le Conseil recherche les moyens d'assurer aux sociétaires, pendant un temps plus ou moins long, la propriété des ouvrages auxquels ils ont droit par l'acquit de leur cotisation, et qu'ils auraient différé de faire retirer chez le libraire de la Société. L'examen de cette question est renvoyé au Comité des fonds.

Le secrétaire rend compte des démarches qu'il a faites auprès de M. le garde général des Archives de l'Empire et de M. le directeur de l'École des chartes pour fixer le jour de l'assemblée générale dans le même local que les années précédentes. Il en résulte que la séance ne peut avoir lieu le 3 mai, ainsi que cela avait été annoncé, mais seulement le lundi suivant 9. Le Conseil ne voit pas d'inconvénient à ce retard dont tous les membres seront informés. Il fixe l'ordre du jour de cette assemblée.

La séance est levée à quatre heures et demie.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ,

TENUE LE 9 MAI 1853

Dans la Salle des Cours de l'École des Chartes, à l'hôtel des Archives de l'Empire,

SOUS LA PRÉSIDENCE DE M. LE BARON DE BARANTE, MEMBRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE.

Discours du Président de la Société.

Le président, M. DE BARANTE, prononce le discours suivant :

« Messieurs,

« Vous allez entendre le compte rendu des travaux de votre Conseil d'administration ; nous espérons que vous y trouverez la preuve de l'exactitude et du soin qu'il a mis à accomplir les devoirs imposés par votre confiance. Notre principale attribution étant de choisir les ouvrages et les documents dont se forme l'utile collection publiée par la Société de l'Histoire de France, nous avons pensé qu'il pouvait être intéressant de vous exposer, comme de coutume, les considérations qui nous ont décidés dans notre choix.

« Les histoires, et même la plupart des Mémoires racontent ou expliquent les faits qui se rapportent aux grands intérêts du pays : les guerres, les conquêtes, les révolutions de gouvernement, les intrigues et les agitations qui se passent dans la région de la politique ou de la

cour. Les personnages, qui écrivent le récit de ce qu'ils ont fait ou de ce qu'ils ont vu, supposent que leurs souvenirs intéresseront le public et la postérité d'autant plus qu'ils se rattachent aux événements généraux où ils ont été acteurs ou témoins.

« Mais il est une autre sorte de Mémoires qui sont aussi instructifs et curieux. Pendant ces guerres, pendant ces discordes civiles, pendant ces luttes de passions, d'opinions, de croyances opposées ; pendant ces changements de souverains ou de ministres, la foule des citoyens, les individus qui composent la nation n'étaient pas de simples assistants, spectateurs désintéressés des drames où s'agitaient leurs destinées, où leur sort était décidé. Ils étaient heureux ou malheureux, inquiets ou rassurés, libres ou opprimés ; ils s'enrichissaient de la prospérité publique, ou ils étaient appauvris et misérables, selon la conduite et les vicissitudes du gouvernement. Peut-être jugeaient-ils mal les causes véritables de leurs souffrances ou de leurs consolations ; ils n'en avaient pas moins une opinion ; elle était souvent mal éclairée, souvent injuste dans ses rancunes et aveugle dans son espérance ou sa gratitude, mais les Mémoires qui témoignent de cette opinion, quelle qu'elle fût, n'en sont pas moins intéressants ; ils nous enseignent quel était l'état de la société, à quel degré de civilisation elle était parvenue ; de quel bien-être elle pouvait jouir ; ce qu'étaient la hiérarchie et le contact des diverses classes dont elle était composée ; quels moyens elle avait de se défendre contre l'oppression et l'injustice ; quel abri elle trouvait dans les lois, quel appui dans les magistrats. On apprend ainsi à connaître l'esprit du temps ; satisfait ou soumis, affaîssé ou téméraire, enclin à un blâme timide ou à un murmure menaçant.

« Le succès qu'a obtenu le journal de l'avocat Barbier nous a encouragés à publier des documents de ce genre. Nous avons songé aux lettres de Guy Patin, où l'on trouve un intérêt semblable. On pourrait aussi donner une édition nouvelle du journal écrit sous Louis XI et connu, on ne sait trop pourquoi, sous le nom de *Chronique scandaleuse* ; mais nous avons préféré le journal d'un bourgeois de Paris pendant le règne de François I^{er}, qui était resté manuscrit.

« Le commencement du xvi^e siècle est une des époques qu'il est le plus curieux d'étudier. C'est l'avant-scène de cette longue crise, de ce cruel déchirement qui remplirent l'Europe de guerres civiles et internationales ; c'est aussi le moment où l'on peut reconnaître les éléments de la nouvelle monarchie française, lorsque après l'abolition de la féodalité politique, le pouvoir royal, fort de l'unité qui le rendait presque absolu, rencontra ou créa lui-même des obstacles à la tyrannie ; on voit alors s'instituer un gouvernement de consultation, de remontrances, quelquefois même de résistance. La volonté du souverain eut à

prendre une forme légale ; la magistrature devint gardienne des lois et s'y incorpora , pour ainsi dire. Ce mode de gouvernement sujet à tant de variations contradictoires , à tant d'interprétations diverses , a pourtant duré plus de deux siècles. Si on l'aperçoit en germe sous François I^{er}, ce n'est pas qu'il ait voulu l'établir ; il était certes peu favorable à la moindre diminution de l'autorité arbitraire et absolue. Loin de continuer le règne de son prédécesseur , il n'aspira point à recevoir le beau surnom de Père du peuple que les États généraux de 1506 avaient décerné à Louis XII.

« Dès les premières pages du journal qui va être publié , vous verrez pour qui « fut joyeux l'avènement de François I^{er}, pour qui il fit moult « choses libérales. » Il éleva les princes ou seigneurs de son sang et les nobles de sa cour ; leur distribuant des duchés , des grands fiefs , ou des gouvernements de provinces , en y joignant parfois le revenu de quelques impôts. Bientôt après vint la création d'une foule d'offices de judicature ou de finance ; la vénalité des charges fut une ressource pécuniaire.

« Le temps était passé où les factions pouvaient mouvoir le peuple de Paris , pousser son mécontentement à l'extrême , changer sa plainte en révolte. La bourgeoisie ne se souvenait plus de Charles le Mauvais et de Marcel , ni des Armagnacs et des Bourguignons , ni des Bouchers et des Cabochiens. L'Université ne venait plus faire au roi de sévères remontrances et la foule des écoliers était maintenant plus tranquille. L'action du Parlement n'était pas encore habituelle et reconnue ; il n'était plus question des États généraux , dont la convocation avait été heureuse et utile sous Louis XII , mais auparavant dangereuse et perturbatrice. Le Tiers état commençait à peine à devenir une nation.

« Le principe d'autorité était représenté par un roi jeune , avide d'éclat et de gloire ; ami des lettres , des arts et du luxe ; dissolu dans ses mœurs ; entouré d'une famille et d'une cour que divisaient les intrigues d'ambition et de galanterie. Nul obstacle , nulle opposition ne l'arrêtaient ; il suivait sans nulle gêne la vocation qui a donné à son règne et à son nom une apparence brillante ; il imprimait à la France un mouvement qui développa la civilisation , répandit les lumières , ennoblit les mœurs.

« On voit dans le journal écrit sous ce règne comment le bon peuple de Paris assistait avec une curiosité tranquille à l'accomplissement des volontés successives et variées d'un souverain absolu et remuant. Les actes du pouvoir royal étaient souvent arbitraires , soudains , onéreux pour le pays ; mais ils étaient acceptés comme les intempéries des saisons qu'il faut subir sans avoir la pensée de les prévenir ou de s'en préserver. Si les aventures galantes du roi ou de ses courtisans causaient quelque scandale , le blâme s'exprimait , non point avec sévérité , mais

avec plaisanterie; encore était-il peu sûr de s'y risquer. Un pauvre poète avait fait un de ces jeux de théâtre qu'on appelait des *Moralités*, et le public s'en amusait beaucoup. Huit ou dix gentilshommes autorisés et même envoyés par le roi se saisirent de l'auteur dramatique, le dépouillèrent en chemise, le battirent merveilleusement; ils l'auraient mis dans un sac et jeté à la rivière s'ils n'avaient pas reconnu qu'il était prêtre.

« Les magistrats ou les prédicateurs qui s'expliquaient avec trop de franchise sur le Concordat que le roi venait de conclure avec le pape et que le Parlement, organe et défenseur du clergé, ne voulait pas enregistrer comme contraire aux libertés de l'Eglise gallicane, n'étaient pas traités avec une pareille brutalité, mais ils étaient envoyés en prison. La même mesure était appliquée aux religieux ou aux prêtres qui parlaient en chaire « de la police mauvaise qui était au royaume. »

« Il ne fallait pas non plus raisonner sur les contributions ou emprunts forcés, fréquemment imposés à la ville avec ou sans le consentement forcé des magistrats municipaux.

« Les nouvelles de la guerre, les premiers progrès de Luther et de la Réforme, les rigueurs exercées à son origine par la magistrature et la tolérance de la cour; les procès importants comme, par exemple, celui du connétable de Bourbon avec la mère du roi; les crimes, la justice sommaire qui les punissait par des supplices barbares; les prodiges naturels ou les miracles; les fréquents voyages du roi à Paris, tantôt pour des cérémonies et des processions, tantôt pour des mascarades ou des fantaisies amoureuses : tels étaient les sujets d'entretien et les préoccupations du public.

« L'auteur du journal indique les faits sans réflexions et indique rarement quelle impression ils ont pu produire. On ne voit pas même un retour vers le passé le plus récent; aucun regret ne se reporte vers le règne de Louis XII. On dirait que le tranquille bourgeois assidu à écrire ses notes quotidiennes, ne s'aperçoit pas que le bon roi avait eu raison dans sa prévoyance quand il disait de son successeur : « Ce « gros garçon gâtera tout. » La suite des événements réalisa son triste présage. L'indifférence de ce témoin contemporain est une preuve, parmi tant d'autres, qu'en France, lorsque la justice et l'intérêt public n'ont point pour garantie des institutions régulières, l'opinion populaire ne connaît point de milieu entre une aveugle insouciance et la subversion de l'ordre public. »

Rapport du secrétaire, M. J. Desnoyers, sur les travaux de la Société de l'histoire de France depuis la dernière assemblée générale en mai 1852.

Le secrétaire lit son rapport annuel sur les travaux de la Société :

« Messieurs,

« Le but que la Société de l'histoire de France s'est proposé semblerait devoir être plus sûrement et plus promptement atteint si, fidèle à un plan d'ensemble régulièrement tracé, elle comblait par ses publications de chaque année, un des vides que ce plan aurait indiqués d'avance.

« Plusieurs fois on a exprimé le regret qu'il n'en fût point ainsi et que votre Conseil administratif semblât laisser la part du hasard, peut-être un peu trop grande, dans le choix et l'ordre de ses ouvrages. Sans chercher une justification dans l'exemple de commissions supérieures à notre Société par leur caractère officiel, par la direction puissante qu'elles reçoivent, par les ressources considérables dont elles disposent, on prouverait aisément que ce reproche est moins mérité qu'on ne pourrait le croire. Plusieurs fois déjà, j'ai eu l'honneur de vous signaler les efforts tentés, à différentes reprises, par le Conseil dans cette voie.

« En vous soumettant en 1851 le tableau général, groupé en périodes historiques, des ouvrages publiés jusqu'ici par la Société, il me fut facile d'indiquer que les vides laissés entre la plupart d'entre eux seraient, en grande partie, comblés par la plupart des principales publications décidées dans l'espace de vingt ans par votre Conseil, mais qui attendent encore un commencement d'exécution.

« Il ne serait pas très-difficile de compléter ce plan d'ensemble. J'avais essayé de le tracer pour en faire le principal sujet du rapport que j'ai l'honneur de vous présenter cette année! A côté des pères de notre histoire, des mémoires originaux, des chroniques contemporaines et des autres ouvrages qui en forment comme la base fondamentale, j'indiquais pour chaque grande période les documents d'un ordre secondaire et d'une nature différente, tels que documents diplomatiques, biographiques, législatifs, judiciaires, propres à les éclairer et à se contrôler mutuellement. Vous auriez été, Messieurs, plus convaincus encore, que les prévisions du Conseil avaient déjà plus ou moins constaté l'utilité d'une grande partie de ces projets. Mais c'eût été empiéter sur les privilèges et sur le dévouement du comité de publication qui, d'accord avec votre Conseil administratif et avec les commissaires responsables, apporte une si scrupuleuse attention à diriger utilement le choix et l'exécution des travaux de la Société.

« D'ailleurs, la difficulté n'est pas dans le plan. Il suffirait de grouper en séries chronologiques ou méthodiques les principaux documents

qui composent les grandes collections de Duchesne, de D. Bouquet et de ses savants continuateurs, les *Monumenta Germaniæ* de M. Pertz et les *Monumenta patriæ* de Turin, pour tout ce qui touche à la France, les collections plus modernes de M. Guizot, de M. Buchon, de MM. Monmerqué et Petitot, de MM. Michaud et Poujoulat, et même les recueils de Mémoires sur le XVIII^e siècle; il suffirait de faire un choix des plus importants dans les différents genres de monuments historiques de ces vastes et importantes collections, et d'y intercaler la mention de manuscrits connus et encore inédits.

« Mais la difficulté n'est pas là; elle est dans la mise en œuvre; elle est dans l'exiguité des ressources dont dispose la Société, elle est dans l'impossibilité d'activer au delà d'une certaine mesure les éditeurs d'ouvrages qu'on avait tout lieu de croire le plus près d'être terminés.

« Combien de fois n'ai-je pas nommé devant vous, messieurs, plusieurs de ces ouvrages capitaux auxquels la persistance de votre Conseil, et, nous devons l'espérer, la persévérance des éditeurs finiront par donner un jour une réalisation définitive?

« Aujourd'hui encore en vous rappelant les *OEuvres historiques* de Suger, les *Chroniques* de Froissart auxquels se joignent d'autres projets de vastes publications, je m'empresse de remplir la mission que j'ai reçue de la part de leurs savants éditeurs eux-mêmes, de vous assurer qu'ils sont bien loin de renoncer à leur œuvre projetée; qu'ils accroissent lentement et progressivement le travail préparatoire nécessaire à la mise en œuvre définitive; que la totalité ou la plus grande partie de leur copie est prête, qu'il ne reste plus que quelques notes à ajouter, que la collation de tel manuscrit a été beaucoup plus lente et plus difficile qu'on n'était en droit de l'attendre, etc. Ce sont des assurances que le Conseil se félicite de pouvoir vous transmettre, et que chacun de nous, en rentrant un peu en soi-même, doit être disposé à accueillir avec indulgence, tout en regrettant de ne pas jouir plus tôt de bons et utiles ouvrages, impatientement attendus depuis bien des années.

« La Société de l'histoire de France est dans l'impossibilité de prétendre imiter les grands travaux de l'Académie des inscriptions dont le plan primitif a été parfaitement conçu et persévéramment poursuivi, les uns commencés depuis plus d'un siècle, les autres ayant peut-être un avenir aussi long devant eux et se continuant avec une perfection et une continuité persistantes qui doivent nous faire envie.

« Elle ne doit pas davantage essayer de rivaliser avec l'institution dirigée par le gouvernement et à ses frais et qui trouve dans les grandes ressources dont elle dispose, toutefois encore insuffisantes, le moyen de mettre au jour les inépuisables et précieuses collections de cartu-

lares, de papiers d'État, de correspondances de hauts personnages politiques, de manuscrits propres à éclairer l'histoire de la littérature et des arts du moyen âge.

« Elle ne peut non plus chercher à imiter quelques associations ou clubs littéraires d'Angleterre et d'Écosse, la *Percy Society*, par exemple, qui, sous l'active influence de MM. Th. Wright, Halliwell et Collier, publia seule, durant les six premières années de sa fondation, de 1840 à 1845, près de quatre-vingts volumes de documents originaux, particulièrement relatifs à l'histoire de la littérature, des mœurs, des hommes et des événements pendant le moyen âge et le xvi^e siècle en Angleterre, c'est-à-dire environ un volume par mois. A la vérité, on comprenait dans ce nombre beaucoup de documents fort peu étendus, mais les ressources de cette société étaient considérables ainsi que le nombre de ses membres. Cependant durant les dernières années, cette grande activité de la société dite de Percy, de la Camden-Society, du Bannatyne-club et de plusieurs autres s'est beaucoup modérée, quoiqu'elles aient continué leurs intéressantes publications auxquelles plusieurs membres de notre Société et particulièrement M. Teulet ont fourni d'importants documents.

« Intermédiaires en quelque sorte entre les grands et solides monuments élevés par l'Académie des inscriptions, héritière des Bénédictins, et les collections pour ainsi fortuites, mais très-variées, très-considérables, activement poursuivies des sociétés anglaises, les ouvrages publiés par la Société de l'histoire de France doivent représenter, tant que ses ressources lui imposeront cette prudente réserve, l'accomplissement religieux de ses obligations annuelles, sans que nous nous préoccupions trop d'être plus ou moins fidèles à un plan primitif et définitif, pourvu que nos publications soient intéressantes et aient du succès.

« Quelque complet que puisse être un plan de publication préparé soigneusement et longtemps à l'avance, il se trouvera toujours quelque vide pour un livre inattendu. C'est précisément celui-là qui se fera jour entre et avant tous les autres. La raison en est fort simple : ces ouvrages, moins connus, ont le double mérite d'être inédits et d'avoir fait le sujet des recherches laborieuses d'éditeurs dévoués qui les présentent à votre Conseil, après une étude attentive. On examine le nouveau venu, on l'approuve, on lui donne un tour de faveur, et les pères de notre histoire, déjà publiés, mais moins parfaitement sans doute, sont remis à un temps plus reculé.

« C'est ainsi que vos publications de ces dernières années ou celles dont j'ai à vous entretenir aujourd'hui, Messieurs, les *Mémoires de Cosnac*, le *Choix de Mazarinades* et le *Journal du règne de François I^{er}*, ont devancé des ouvrages votés beaucoup plus anciennement, mais dont les éditeurs n'étaient pas prêts.

« *Mémoires de Daniel de Cosnac*. — Cet ouvrage, terminé peu de mois après votre dernière assemblée générale, a fait le principal fonds de la souscription de 1852.

« Quoique je n'aie aucune appréciation nouvelle à vous soumettre d'un livre que vous avez pu juger par vous-mêmes, et dont le caractère vous avait été déjà, dans votre réunion de l'an dernier, parfaitement exposé par un juge si compétent et si impartial, permettez-moi, Messieurs, de ne point passer sous silence, pour l'honneur de vos publications et pour la loyauté des intentions de votre Conseil, la triste discussion à laquelle cet ouvrage a donné lieu dans la presse périodique et dans une sphère plus élevée dont le caractère sacré semblerait devoir écarter tout débat de ce genre.

« Vous savez avec quel soin scrupuleux votre Société, fidèle d'ailleurs à ses règlements, s'est tenue jusqu'ici en dehors de tout empiètement dans le domaine de la politique, de l'esprit de parti et des dissentiments d'opinions. Elle a porté cette réserve si loin qu'elle l'a appliquée non-seulement aux doctrines religieuses et politiques, mais encore aux doctrines littéraires.

« Pour vous, les grandes écoles historiques disparaissent en quelque sorte devant l'impartialité des documents originaux : vous les respectez toutes, tant qu'elles marchent dans le domaine de la vérité, vous en reconnaissez les caractères et les mérites divers, vous n'en adoptez aucune. A toutes, vous fournissez des éléments d'étude ou des sujets de tableaux ; chacune d'elles a été représentée dans votre sein par ses chefs les plus illustres et les plus renommés.

« De même dans le domaine de la politique qui vous est bien plus étranger encore, vous avez le bonheur de pouvoir compter parmi vous le plus grand nombre des hommes éminents qui depuis vingt-cinq ans ont pris part au mouvement des affaires publiques de notre pays dans les voies diverses où les événements l'ont entraîné. A bien plus forte raison êtes-vous restés étrangers à toute question touchant, même indirectement, aux doctrines religieuses.

« Si nous avons à nous féliciter de ce résultat, c'est qu'en tête de vos statuts on pourrait lire que l'impartialité et la modération sont le guide constant des travaux et de la direction de la Société de l'histoire de France.

« Telle ne paraît pas cependant avoir été l'opinion d'autres juges.

« Sans nul doute, par leur publicité vos ouvrages tombent dans le domaine de la critique, et rien n'est plus légitime que la liberté d'examen et de jugement à leur égard.

« Que l'on blâme certains choix au point de vue de l'intérêt ou de l'à-propos littéraires ; que l'on puisse trouver insuffisantes certaines mises

en œuvre, malgré toutes les précautions prises pour en garantir la bonne exécution, rien de plus légitime. On a trop souvent loué notre Société de sa réserve et de sa probité, pour être bien certain qu'elle ne protestera pas contre de tels jugements.

« Mais qu'on prête à votre Conseil administratif, ou aux éditeurs et aux commissaires responsables de son choix et qu'il couvre de sa responsabilité, des intentions favorables ou hostiles à tel parti politique ou religieux, à telle doctrine ultramontaine ou gallicane; qu'on suppose controuvés des mémoires dont l'authenticité et la véracité ne peuvent pas être mises en doute, ce sont des reproches contre lesquels nous ne saurions protester trop hautement, au nom de votre Conseil et au nom de la Société tout entière, quelque élevée que soit la source dont ils émanent.

« Si la susceptibilité de deux respectables membres du haut clergé français a été émue au point de signaler à leurs diocésains comme hostiles à l'autorité ecclésiastique et comme de lecture dangereuse les *Mémoires de Cosnac*, dont l'existence leur avait été révélée par la polémique d'un journal, nous ne devons y voir qu'un excès de zèle pour la défense des saintes doctrines confiées à leur vigilance. Mais nous pourrions aussi nous demander s'il n'y a pas plus de danger que de profit, même pour la sainte cause des doctrines évangéliques, à faire intervenir dans les grosses questions du dogme de petites questions de goût littéraire et de critique historique.

« Cette pénible discussion nous a rappelé celle qui s'éleva, il y a dix ans environ, au sujet de la publication faite à Clermont des mémoires de Fléchier sur les *Grands Jours d'Auvergne*, mémoires que la Société de l'histoire de France avait été à la veille de publier elle-même, sur la proposition de M. Taillandier. On s'efforça de démontrer leur fausseté, on cria très-haut contre le scandale causé par cette publication, on ne négligea rien pour faire disparaître l'édition qui fut très-recherchée, bientôt épuisée, et dont les exemplaires sont devenus presque introuvables.

« Nous ne souhaitions pas à Cosnac un semblable succès, mais peut-être aura-t-on contribué involontairement à le lui procurer.

« Assurément, en publiant les *Mémoires de Cosnac*, sans se préoccuper de scrupules qui n'ont point arrêté le représentant consciencieux et dévoué du nom et de la famille de l'archevêque d'Aix, qui n'ont pas non plus frappé le savant commissaire responsable, dont les convictions catholiques sont bien connues, et qui signala le premier cet ouvrage à l'attention de la Société, votre Conseil n'a pas prétendu donner l'évêque de Valence pour un saint.

« Il a reconnu ses faiblesses, son ambition, le rôle tout mondain que sous sa robe d'évêque, Cosnac a momentanément joué comme tant d'autres

dans un siècle et dans une cour dont l'histoire a conservé bien d'autres scandales, au milieu de toutes ses grandeurs et de ses pompes. Mais il avait pensé qu'on saurait distinguer, à côté de l'abbé mondain, le prélat de mœurs restées honnêtes, dans une sphère trop souvent corrompue, le prélat dévoué à la bonne administration de son diocèse.

« Le Conseil avait pensé que les renseignements nouveaux et intéressants qu'on trouve dans ces mémoires, ainsi que leur caractère de vérité, seraient appréciés sans arrière-pensée, comme documents historiques. Il n'avait, certes, pas fait entrer dans les motifs de son choix, le rôle actif que l'archevêque d'Aix avait rempli dans le parti gallican de l'Assemblée de 1682.

« Est-il possible de retrancher des sources de nos annales les mémoires et les correspondances de Retz, de Bernis, de l'abbé Dubois; et pourtant combien Cosnac ne leur est-il pas supérieur, sous le double point de vue de la morale et du dogme?

« L'éditeur et le commissaire responsable ont cru devoir répondre, avec modération, aux attaques dont ces mémoires ont été l'objet; ils ont, avec raison, laissé la Société de l'histoire de France en dehors de la querelle. Mais cette discussion a eu trop de retentissement, et la garantie morale que le choix de la Société donne aux ouvrages dont elle prend la responsabilité devant le public est trop évidente pour ne pas nous faire un devoir de protester, au moins devant vous, Messieurs, contre des interprétations aussi étrangères aux motifs qui ont déterminé cette publication ¹.

« *Choix de Mazarinades.* — L'utilité du catalogue bibliographique des Mazarinades dont le troisième et dernier volume fut terminé l'an dernier, n'a point été contestée. Ce travail tout à fait nouveau, fruit de plusieurs années de laborieuses recherches est déjà considéré comme un instrument indispensable à toute étude sérieuse de la Fronde et de l'état des esprits au milieu du xvii^e siècle.

« Il n'en a pas été tout à fait de même de la publication des textes originaux d'un certain nombre de ces pamphlets politiques. Les adversaires de cette publication alléguaient que ces pièces étaient aussi généralement connues que les circonstances politiques d'où elles étaient sorties, qu'il en existait un grand nombre de recueils, qu'elles étaient

¹ Voy. dans les journaux *l'Univers* du 3 décembre 1852, du 4 et du 6 janvier et du 19 mars 1853; *l'Union* du 21 février et *l'Assemblée nationale* du 2 mars, les articles de M. Léon Aubineau, les lettres circulaires de Mgr l'évêque de Moulins et de Mgr l'évêque de Viviers au clergé de leurs diocèses, ainsi que les réponses de M. le comte de Cosnac et de M. Ch. Lenormant. Voy. aussi dans *le Constitutionnel* de 1852 les intéressants articles de M. de Sainte-Beuve qui avait jugé beaucoup plus favorablement cette publication.

elles-mêmes tellement multipliées que le choix à faire entre elles serait très-difficile ; qu'infailliblement on ne pourrait publier les plus recherchées , les plus originales dont le style souvent grossier, libertin, n'en permettrait pas l'insertion dans un recueil sérieux ; qu'enfin, le catalogue analytique déjà publié suffisait pour les faire connaître surabondamment et pour en faciliter la recherche et l'usage.

« A ces objections , les partisans de la publication projetée et même depuis longtemps décidée par le Conseil, répondaient, tout en acceptant l'éloge mérité de la *Bibliographie*, que ce premier recueil, ne contenant que des extraits analytiques fort courts , était insuffisant pour donner une idée complète des différents caractères de ces pamphlets ; et que des collections analogues de satires politiques et d'autres petites pièces fugitives de circonstance, pour les troubles civils du xvr^e siècle et pour le règne de Louis XIII, avaient été publiées à diverses époques, sous les titres de *Mémoires de Condé* ; d'*Histoire de notre Temps* ; de *Mémoires de l'état de France sous Charles IX* ; de *Mémoires de la Ligue* ; de *Recueil de pièces.... faites pendant le règne du connestable M. de Luyne* ; etc. ; que ces collections étaient estimées et consultées. On ajoutait que, si les Mazarinades avaient aussi fourni matière à plusieurs recueils, presque dès le moment de leur apparition , ces recueils, faits sans critique, ne se rapportaient qu'aux trois premiers mois de la Fronde, qu'ils étaient fort rares, et que leur mauvaise impression en rendait la lecture très-fatigante ; qu'un choix fait judicieusement dans la limite de deux volumes fixés par le Conseil, et qui permettrait de réunir environ une centaine de pièces, serait bien suffisant pour présenter un spécimen des différents genres aux personnes qui se contenteraient de vouloir apprécier ces pamphlets comme documents historiques ; que les grandes collections, rendues plus abordables par le secours de la *Bibliographie*, n'en seraient pas moins consultées par ceux qui voudraient y puiser une étude plus approfondie de l'époque et des événements ; que d'ailleurs cette sorte de documents du moment, quoique dictés par la passion et l'intérêt, n'en étaient pas moins un des témoignages les plus réels de la pensée publique , et une expression libre et hardie des différentes nuances d'opinions politiques, destinées à impressionner les masses, en un mot des instruments de parti, et par conséquent des éléments originaux de l'histoire.

« Telle a été, en définitive, Messieurs, l'opinion de votre Conseil qui, persistant dans sa première résolution, a fait commencer l'impression de ce *Choix de Mazarinades*, dont les matériaux avaient été réunis par l'auteur en nombre considérable. Le premier volume, qui vous a été distribué depuis quelques mois , vous aura convaincu, nous l'espérons, du moins , que M. Moreau et M. Ravenel, commissaire responsable,

ont apporté à ce choix la critique et la sévérité propres à en faire un recueil utile, un complément suffisant de l'excellente *Bibliographie* qu'il est destiné à compléter ; il renfermera, en effet, les pièces les plus célèbres, les plus appréciées des amateurs, tout en présentant un échantillon de tous les genres, touchant à toutes les phases et à tous les personnages marquants de la Fronde. Le deuxième et dernier volume, dont l'impression est commencée, vous confirmera bientôt dans cette opinion. Puisse-t-il être bientôt suivi des *Carnets de Mazarin*, que M. Ravenel nous fait espérer depuis plusieurs années !

« *Journal d'un bourgeois de Paris sous François I^{er}*. — J'eus l'honneur de vous exposer, Messieurs, dans le rapport de l'an dernier, les motifs qui prédisposaient votre Conseil administratif à accueillir favorablement le *Journal d'un bourgeois de Paris* rédigé pendant la première moitié du règne de François I^{er}. Ce journal était inédit, il se rapportait à une époque du xvr^e siècle, sur laquelle les documents originaux sont rares ; il était rédigé d'une façon qui pouvait en rendre la lecture sinon agréable, du moins facile et instructive ; enfin, il faisait connaître, au point de vue de la bourgeoisie, des détails nouveaux sur des personnages du temps déjà célèbres dans l'histoire. Il fournissait des renseignements sur les mœurs et la vie active de Paris à cette période qui n'est plus le moyen âge avec sa féodalité hautaine, sa bourgeoisie impatiente de libertés, son Église dominatrice et conservatrice, et qui n'est cependant pas encore la société moderne avec l'autorité souveraine du chef de l'État plus ou moins équilibrée par des pouvoirs collatéraux ; période si intéressante à étudier, comme toutes les époques de transition.

« Ces considérations et le choix de l'éditeur, M. L. Lalanne, qui avait bien étudié le manuscrit et son époque et qui en avait sérieusement conféré avec le commissaire responsable désigné, M. Lenormant, qui a toujours apporté un soin si scrupuleux aux nombreuses éditions qu'il a surveillées depuis l'origine de la Société, ont déterminé le choix définitif de cet ouvrage. L'impression avance, et il vous sera distribué avant peu de mois.

« L'appréciation élevée et profondément judicieuse que vous venez d'entendre, Messieurs, me dispense de rien ajouter sur le caractère et l'intérêt de cette nouvelle publication.

« Je puis seulement vous annoncer que, si ce Journal est goûté, ainsi que nous l'espérons, l'éditeur, M. L. Lalanne, se propose d'en soumettre au Conseil et au comité de publication un complément qui pourrait former plus tard un second volume. Il existe, en effet, dans l'un des fonds de manuscrits de la Bibliothèque impériale, dans la collection Gaignières, un autre mémoire du xvr^e siècle, intitulé *Cronique du Roy François, premier de ce nom*. Ce manuscrit se compose de 395 pages

in-4°; les 202 premières pages contiennent le récit des événements arrivés en France et notamment à Paris, depuis l'année 1515 jusqu'à l'année 1536, et ne présentent le plus souvent qu'une répétition des faits consignés dans le *Journal* dont l'impression est commencée. Le reste de la *Chronique* s'étend jusqu'à l'année 1542 inclusivement, et comme la rédaction est analogue à celle du journal, cet ouvrage en formerait un complément très-naturel. En l'abrégéant un peu par la suppression de quelques pièces de vers qui y sont rapportées, on aurait à publier un volume de 300 pages environ.

« Pour compléter cette publication on pourrait choisir un certain nombre de fragments du *Registre du domestique du chancelier Duprat*, document bien connu auquel l'éditeur renvoie dans ses notes et dont il existe plusieurs exemplaires à la Bibliothèque impériale. Ce manuscrit, dont l'impression intégrale avait été proposée au Conseil, il y a environ quinze ans, contient des détails très-intéressants sur les premières campagnes de François I^{er} en Italie et sur l'organisation du Milanais, dont Duprat fut nommé chancelier. Ce *Registre* ne comprend que les sept premières années du règne de François I^{er} (1515-1522).

« Mais rien n'est encore décidé à cet égard; je n'exprime ici qu'un vœu de M. Lalanne, sur lequel le comité de publication et le Conseil auront à se prononcer plus tard.

« Après ces deux publications du *Choix de Mazarinades* et du *Journal de François I^{er}*, qui doivent former la livraison de cette année, je dois vous rappeler, Messieurs, que nous avons en réserve pour 1854, le tome quatrième et dernier du *Journal de Barbier*, dont M. de La Villegille remettra la copie avant la fin de l'année courante; le tome cinquième et dernier d'*Orderic Vital*, préparé par M. A. Le Prévost, et qui contiendra, avec le XIII^e et dernier livre, les tables et les sommaires ou résumés chronologiques. De ces deux publications, si différentes de caractère et d'époque, l'achèvement est attendu avec une juste impatience.

« La livraison de 1854 pourra être complétée soit par le premier volume du recueil de documents originaux sur l'*Histoire des comtes d'Anjou*, dont M. Marchegay remettra très-prochainement au Conseil la copie entièrement préparée; soit par les *Mémoires inédits de Beauvais-Nangis*, dont la publication offerte par M. Monmerqué qui en possède le seul manuscrit connu, a été décidée en 1846. Trop peu étendus pour composer un volume, ces Mémoires pourront être complétés prochainement par un autre document intéressant, à peu près de la même époque, les *Mémoires pareillement inédits du maréchal d'Estrées*, concernant la régence d'Anne d'Autriche (1643-1650), et faisant suite à ceux que l'on connaissait déjà du même écrivain sur la

régence de Marie de Médicis (1610-1617). Un de nos collègues, M. Chérueil, maître de conférences à l'école normale supérieure, bien connu par plusieurs travaux historiques très-estimés, a récemment porté son attention sur ces mémoires dont M. Monmerqué veut bien vous communiquer aujourd'hui même, Messieurs, quelques extraits.

« Il me reste, pour compléter le compte rendu de l'état de vos publications actuelles et les plus prochaines, à vous signaler les propositions nouvelles qui ont été présentées au Conseil depuis votre dernière assemblée générale. Trois projets lui ont été soumis ou du moins indiqués; mais comme aucun d'eux n'a été définitivement adopté, je dois me borner à vous les signaler très-brièvement.

« Ces projets, sont :

« 1° *Un Inventaire des meubles et bijoux de Charles V, dressé en 1334.*

« 2° *Un Registre de l'officialité de Cerisy, dans le diocèse de Bayeux, depuis l'année 1314 jusqu'à l'année 1458.*

« 3° *Des Mémoires inédits du président Hénault.*

« Le premier de ces projets avait été soumis au conseil par M. Douët-d'Arcq, qui a déjà publié, pour la Société, en 1851, un document de ce genre fort intéressant en lui-même et par le commentaire dont il l'avait accompagné, les *Comptes de l'argenterie des Rois de France au xiv^e siècle.*

« *L'Inventaire des bijoux de Charles V*, restreint à une portion toute spéciale du trésor de la maison royale, aurait fourni des indications plus complètes et plus nombreuses sur l'état des arts et des artistes durant la première moitié du xiv^e siècle. Mais l'incertitude qui existait déjà lorsque la proposition en fut faite au Conseil a été depuis lors résolue. Le ministère de l'instruction publique a acquis pour les publications du comité historique, section des arts et de l'archéologie, la copie préparée par M. Douët-d'Arcq; nous pouvons donc espérer que ce curieux document y donnera lieu à une publication plus étendue et plus générale que n'aurait pu l'entreprendre la Société. Une collection d'inventaires analogues, si précieux pour l'étude des arts au moyen âge, pourra être faite sous les auspices et aux frais du ministère. L'ouvrage fort intéressant dont M. le comte de La Borde a mis au jour les premiers volumes, sous ce titre : *Les ducs de Bourgogne, études sur les lettres, les arts et l'industrie, pendant le xv^e siècle*, plus particulièrement dans les Pays-Bas et le duché de Bourgogne, montre ce qu'on peut aussi faire pour la France proprement dite, et combien de renseignements entièrement inconnus peuvent jaillir de ces documents authentiques, sur l'état des arts et de l'industrie de l'Europe pendant le moyen âge, et même sur l'histoire proprement dite.

« La seconde proposition nouvelle qui ait été soumise au Conseil l'a été par M. L. Delisle, dont les travaux exacts, approfondis, sévèrement

ingénieux ont déjà été si bien appréciés par les juges les plus compétents. Ce jeune savant a copié dans les archives de la préfecture du département de la Manche le *Registre* original de l'*Officialité de Cerisy dans le diocèse de Bayeux*, registre s'étendant depuis l'année 1314 jusqu'à l'année 1458.

« Il a pensé avec raison qu'il lui serait possible de tirer de ce manuscrit, rédigé en latin, beaucoup de lumières sur l'organisation et la compétence de cette juridiction diocésaine et des tribunaux ecclésiastiques en général. Les causes qui ressortissaient au tribunal de l'*Officialité*, jugeant à la représentation de l'évêque, étaient très-nombreuses et très-diverses; elles étaient en général de celles dont le tableau est le plus propre à éclairer l'étude des mœurs et de la vie publique et privée.

« Pour les questions soumises à la juridiction épiscopale, ces sortes de documents offrent un intérêt à peu près analogue à celui que présentent, dans une sphère bien plus large, à un point de vue beaucoup plus général et plutôt civil et politique, les précieux registres du Parlement de Paris, célèbres sous le nom d'*Olim*, dont M. le comte Beugnot a enrichi la collection des *Documents historiques inédits* publiés par le ministère, et dont il a montré tout l'intérêt par ses savantes préfaces et ses lumineux commentaires.

« Toutes les institutions de l'Église offrent aux études historiques un très-grand intérêt; leur origine, leur persistance, leur intervention fréquente et intime dans la vie publique des nations, et leurs rapports avec les autres institutions sociales, fournissent autant de sources abondantes d'enseignement.

« Le Conseil a accueilli avec faveur la communication faite au nom de M. L. Delisle, par le président du comité de publication, M. Guérard, qui, par ses propres travaux et son profond savoir, a répandu un si grand jour sur l'état social et sur les institutions politiques et ecclésiastiques au moyen âge. Très-probablement cette publication se réalisera quelque jour, malgré la réserve que le Conseil apporte d'ordinaire dans le choix de textes latins.

« Les *Mémoires inédits du président Hénault* ont été signalés à la Société par leur possesseur, M. de Vigan, qui les a reçus par transmission de famille, et qui les conserve dans ses archives du château de Carrouges (département de l'Orne). M. Monmerqué qui, de son côté, possédait déjà quelques parties de *Mémoires* analogues et d'autres manuscrits du même auteur, a fait pressentir au Conseil que si l'intérêt de ceux qui appartiennent à M. de Vigan répondait à ce qu'il connaissait déjà par lui-même, on pourrait y trouver matière à une publication intéressante.

« Il a bien voulu se charger d'entrer en relation avec leur possesseur. Celui-ci paraît tout disposé à se prêter aux vues du Conseil, mais il ne

s'était pas d'abord rendu un compte fidèle de la nature de votre institution, pensant que la Société de l'Histoire de France était appelée, par son importance et par le succès de ses publications, à réaliser des bénéfices que tout naturellement devaient partager les possesseurs des manuscrits communiqués. Malheureusement notre Société, exclusivement littéraire et historique, n'a pu jusqu'ici que réaliser à peine les fonds indispensables à ses impressions; et ses bénéfices, ses économies, si elle parvient jamais à en faire, comme nous devons être en droit de l'espérer, n'auraient d'autre destination que d'étendre davantage la sphère de ses publications et de contribuer aux progrès des études historiques. Ces considérations ont dû être soumises à M. de Vigan, en lui offrant, en même temps, par la voie d'échanges acceptables, les moyens d'utiliser et de publier ses manuscrits du président Hénault.

« En dehors de vos publications générales, il semble juste de signaler aussi à votre attention une suite assez nombreuse de documents originaux inédits, que le rédacteur du *Bulletin*, M. Bordier, y a insérés et qu'il a recueillis, la plupart de concert avec son ami M. L. Lalanne, dans plusieurs bibliothèques de Paris, particulièrement dans celle de l'Institut. Peut-être quelque jour le Conseil trouverait-il opportun de former un recueil de mélanges de ces sortes de pièces inédites souvent curieuses et très-instructives, si l'on en réunissait un nombre assez considérable pour en former un ou plusieurs volumes.

« Ici, Messieurs, se termine la tâche honorable que votre Conseil a bien voulu me confier de nouveau, celle de vous rendre compte de ses travaux habituels et de l'état de vos publications; mais il me reste un devoir plus pénible à remplir.

« Jamais, peut-être, depuis son origine, la Société n'avait perdu, en aussi peu de temps, un aussi grand nombre de ses membres, tous recommandables à différents titres, et justement regrettables. Permettez-moi, Messieurs, de constater par quelques mots en leur mémoire la part que nous prenons tous à la perte de collègues qui, placés dans les carrières sociales les plus diverses, se sont accordés à encourager par leurs sympathies vos efforts pour l'accomplissement de l'œuvre utile que vous avez entreprise.

« Déjà l'an dernier, peu de jours avant notre assemblée générale, le Conseil et la Société avaient eu le malheur de perdre un de leurs membres les plus renommés, M. Walckenaër; nous unissions en cette circonstance, au nom de la Société, nos profonds regrets à ceux exprimés avec tant de chaleur d'âme par M. de Wailly, président de l'Académie des inscriptions dont il était secrétaire perpétuel¹. Depuis, les nombreux

travaux et les mérites variés de M. Walckenaër dans chacune des branches scientifiques et littéraires qu'il a enrichies de ses recherches, ont été complètement et ingénieusement appréciées par son savant successeur dans les mêmes fonctions.

« M. ANISSON-DUPERRON. — Le nom de M. Anisson-Duperron vous rappelle, Messieurs, une de ces honorables familles où le savoir et le dévouement aux études littéraires sérieuses se transmettent dans la même carrière avec les générations.

« Dès la fin du ^{xvii}^e siècle, l'Imprimerie royale a eu presque constamment à sa tête un membre ou un allié de cette respectable famille, depuis Jean Anisson, sieur d'Hauteroche, intendant du commerce, éditeur et collaborateur du Glossaire grec de Ducange, jusqu'à M. Alexandre-Jacques-Laurent Anisson Duperron, que la Société a perdu dans le courant de l'année dernière.

« Issu d'une famille ancienne du Dauphiné, dont l'un des membres, Laurent Anisson d'Hauteroche, publia à Lyon, en 1677, l'édition en 27 vol. in-fol. de la *Bibliotheca maxima veterum Patrum*, l'une des plus vastes publications de cette époque qui enrichit la littérature historique et théologique de tant de magnifiques éditions, le père de M. Anisson-Duperron occupait encore la direction de l'Imprimerie royale au moment où la révolution de 1789 éclata. Il fut une des nombreuses victimes de la Terreur; ses biens furent confisqués malgré les inventaires et les comptes les plus réguliers de sa gestion. Placé en quelque sorte comme directeur d'une grande administration de l'État, sur la même ligne que les fermiers généraux, il subit le sort de Lavoisier, pour avoir pareillement contribué de son savoir et de sa fortune aux succès de l'administration confiée à ses soins.

« Le vénérable collègue que nous avons perdu à l'âge de près de quatre-vingts ans, remplit aussi momentanément les mêmes fonctions, sous l'Empire d'abord, depuis 1809, puis pendant les premières années de la Restauration. Ce fut lui qui contribua à conserver à la France les beaux types de caractères orientaux de Rome et de Florence qui sont encore une des richesses de ce grand établissement.

« Antérieurement chargé de différentes missions en Allemagne et en Italie, M. Anisson-Duperron était à Florence, préfet du département de l'Arno, lorsqu'il fut rappelé à Paris par l'Empereur pour la réorganisation de l'Imprimerie impériale.

« Peu de temps avant la Révolution de 1830, M. Anisson s'était retiré du Conseil d'État et de toutes fonctions salariées, parce qu'il n'approuvait pas la loi de 1827 sur le rétablissement de la censure; après 1830 il rentra dans la carrière politique. Il fut d'abord, de 1833 à 1842, député de la Seine-Inférieure, tout en conservant ses fonctions de

membre du Conseil général du Puy-de-Dôme, qu'il présida en 1840 et 1841 ; il fut nommé pair de France en 1844.

« D'un esprit élevé qui savait aussi goûter les jouissances littéraires, M. Anisson appartenait constamment, dans les deux chambres, au parti constitutionnel modéré ; il ne différait des vues politiques de la majorité parlementaire de Casimir Périer, de M. le duc de Broglie, et de M. Guizot, que par ses opinions très-connues sur la question du libre échange. L'un des fondateurs de l'association formée pour appuyer et éclairer cette question si délicate et si controversée, M. Anisson envisagea surtout la liberté commerciale au point de vue des développements de l'industrie, du progrès de la civilisation et de l'union politique des nations entre elles.

« M. Anisson fut souvent chargé de rapports importants dans ces assemblées, et il est auteur de plusieurs mémoires approfondis sur des enquêtes et des questions intéressant le commerce, l'industrie, et la diplomatie dans ses rapports avec le commerce.

« M. Anisson était entré dans la Société de l'Histoire de France presque dès son origine, présenté par notre illustre président dont il avait épousé la sœur en 1816 : M. son fils vient d'exprimer le désir de l'y remplacer.

« M. BAYARD. — Vaudevilliste justement renommé, M. Bayard a vu pendant plus de trente ans ses charmantes pièces applaudies sur plusieurs de nos théâtres ; au Vaudeville, où il débuta en 1824 par *la Promenade à Vacluse*, au Gymnase surtout, et même au Théâtre-Français, où ont été fréquemment joués *le Ménage Parisien* et *le Mari à la Campagne*. Ami et allié de M. Scribe, dont il avait épousé la nièce, il a souvent partagé ses succès, et a su en mériter d'aussi réels dans les pièces qu'il composa seul. Comme lui, il avait quitté l'étude du droit pour le théâtre, et s'était créé une carrière plus distrayante et plus lucrative.

« Qui n'a goûté la vivacité du dialogue, la saillie piquante, le franc comique, souvent mêlé d'une douce sensibilité, qu'on remarque dans *la Belle-Mère* (1826), dans *Christine, ou la Reine de seize ans* (1828), dans *Louise, ou la Réparation*, dans *Mathilde*, dans *le Gamin de Paris*, et dans plusieurs autres charmants vaudevilles dont le succès a été durable ?

« Simple de goûts et ami de l'étude, M. Bayard était entré, en 1840, dans la Société de l'Histoire de France ; il n'a cependant point abandonné la carrière où il s'était acquis une juste renommée, puisque l'année dernière vit le grand succès de son *Fils de Famille*, et qu'il assistait encore la veille de sa mort à la répétition d'une pièce qui fut jouée peu de temps après. M. Bayard avait à peine atteint sa cinquante-septième année lorsque nous l'avons perdu.

« M. BOULLENGER. — M. le baron Boulenger fut successivement

procureur général à Douai, à Caen et à Rouen. Il occupait ce dernier siège lorsque éclata la Révolution de 1830, et, ne voulant pas compromettre l'avenir des plus jeunes magistrats dont il était le chef, il voulut prendre seul la responsabilité de l'exécution des ordonnances de juillet, qu'il blâmait, mais auxquelles il crut de son devoir d'obéir en faisant saisir les presses du Journal de Rouen.

« Nommé, après 1830, président de chambre à la Cour royale d'Amiens, il considéra cette nomination comme une disgrâce et donna sa démission; depuis lors il n'accepta plus que des fonctions gratuites ou qu'il dut au choix de ses concitoyens. Nommé, en 1843 ou 1844, membre du Conseil général du département de la Seine-Inférieure, il s'acquitta de ce devoir jusqu'à sa mort. Depuis 1848 il était membre du Conseil académique de Rouen; depuis plusieurs années il était maire d'une commune voisine de cette ville, où il s'était retiré, dès 1830, dans un domaine patrimonial, y menant une vie patriarcale partagée entre la culture des lettres et les douceurs de la famille. L'estime et la vénération que M. Boullenger avait su mériter de ses concitoyens et de ses administrés par son impartialité, sa droiture et la noblesse de son caractère, par l'accomplissement rigoureux de ses devoirs, étaient telles que le Conseil municipal de sa commune décida à l'unanimité qu'une souscription serait ouverte pour faire exécuter et placer dans la mairie son buste en bronze.

« Son père avait été longtemps président du tribunal civil de Rouen. L'un et l'autre jouissaient dans cette ville d'une grande estime; M. Boullenger rappelait les membres les plus respectables de l'ancien parlement de Normandie. Il était entré dans notre Société en 1846.

« M. DE BURE. — Il est peu de noms qui aient occupé dans la librairie parisienne un rang plus honorable et plus longtemps soutenu que celui de la famille à laquelle appartenait le confrère que nous avons perdu. Fils de Guillaume de Bure, rédacteur du *Catalogue de La Vallière*, cousin de G. François de Bure, auteur de la *Bibliographie instructive*, M. J. J. de Bure succéda, en 1813, avec son frère, au commerce de la maison paternelle, dont ils soutinrent la réputation, et aux fonctions de libraire de la Bibliothèque impériale.

« Jusqu'en 1838, ils ne cessèrent de prendre la part la plus active à la formation et à la vente des plus belles bibliothèques. Le nombre des catalogues qu'ils ont rédigés s'élève à plus de cent, et la plupart sont encore cités et utilement consultés par les bibliographes.

« Amateur très-éclairé lui-même, M. J. J. de Bure a formé un cabinet de livres des plus précieux, et une collection bien plus précieuse encore, et presque sans égale, d'environ soixante-dix mille portraits gravés; l'excellent choix et le classement de cette collection témoignent de son

goût pour les arts et de ses connaissances historiques. Il serait bien à souhaiter qu'elle ne sortît pas de France et qu'elle contribuât à enrichir le cabinet des estampes de la Bibliothèque Impériale.

« M. J. J. de Bure est mort en janvier dernier, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

« M. HOUËL. — M. Charles-Juste Houël, né à Rouen, en 1787, était neveu du célèbre peintre du même nom, auteur du *Voyage en Sicile et aux îles Lipari*. Il aimait les lettres et les arts. Jeune encore, il avait été envoyé à Paris comme élève d'élite de l'école centrale du département de la Seine-Inférieure pour suivre les cours de l'Académie de législation, où professaient alors des hommes éminents, au nombre desquels on comptait Lanjuinais. Il fut l'un des fondateurs de l'Athénée de législation, avec la plupart des jeunes avocats du barreau de Paris, qui depuis se sont élevés sur de plus grands théâtres, et ont rempli, la plupart, des rôles politiques. Vers la même époque il était admis par le concours au Conservatoire de musique et de déclamation, et dès lors il se lia avec plusieurs artistes distingués, entre autres avec Talma et Lafon, qui avaient été ses juges.

« Avocat, il plaida près de vingt années au barreau de Rouen ; il était bâtonnier de l'ordre quand la révolution de juillet éclata. Il se prononça alors très-énergiquement contre les ordonnances de Charles X, signa une consultation de résistance, convoqua son ordre pour protester et porta l'arrêté à la cour, à la tête du Conseil de discipline. La fermeté de son caractère et de ses opinions le mirent alors pendant quelque temps en évidence ; secrétaire de la commission municipale de Rouen, il rédigea pour le nouveau gouvernement le compte rendu des événements dans le département de la Seine-Inférieure, et fit partie de la députation envoyée de Rouen au roi Louis-Philippe.

« Il n'obtint cependant alors de fonctions publiques auxquelles semblait l'appeler la sympathie très-vive qu'il avait manifestée pour le nouveau gouvernement constitutionnel, que celle de président du tribunal civil de Louviers. Il en remplit les fonctions jusqu'en 1842. Il avait été plusieurs fois président de la commission administrative de cette ville. Une santé altérée le détermina à prendre alors sa retraite, et il ne s'occupa plus que d'études historiques et littéraires. En 1847, M. Houël mit la dernière main à ses *Annales des Cauchois*, ouvrage en 3 vol. in 8°, sur l'histoire de la haute Normandie, auquel il avait travaillé pendant un assez grand nombre d'années, et auquel il attachait un grand prix.

« Le plan de cet ouvrage, écrit avec chaleur et avec une grande vivacité de récit et de peinture, était aussi vaste que possible. L'*Histoire des Cauchois* est partagée en six grandes périodes, celtique, romaine, neus-

trienne, normande, royale et constitutionnelle. Dans chacune d'elle l'auteur a poursuivi le rôle des Cauchois au milieu des autres populations et des événements généraux. Mais suivant une nécessité trop inhérente à ces histoires locales, suivant une habitude dont les auteurs ont une difficulté presque insurmontable à se défendre, trop souvent l'histoire générale y étouffe l'intérêt, obscurcit le caractère des événements propres à l'histoire spéciale de la province, et y devient un hors-d'œuvre qui dénature leur caractère sans utilité. C'est par suite de cette même méthode, sans doute, et de cette trop grande extension de son plan qu'on y trouve trop fréquemment les citations d'écrivains modernes confondues au milieu de sources originales, seules bases solides de l'histoire.

« M. Houël avait composé plusieurs notices historiques et archéologiques pour les Sociétés savantes de Normandie qui le comptaient parmi leurs membres ; on connaît aussi de lui des *Éphémérides historiques de Rouen*, publiées dans un journal de cette ville, et un Code de la chasse, dédié à M. Dupin, son ami, et qui a eu jusqu'à quatre éditions.

« M. Houël était membre de la Société de l'histoire de France presque dès son origine, et plusieurs années avant d'avoir quitté le tribunal de Louviers. Dès qu'il eut fixé son séjour à Paris, il devint un des membres les plus assidus aux séances du Conseil, et bientôt, à la mort de M. Dusommerard, en 1843, les fonctions de censeur lui furent confiées, d'abord avec M. Bouvier, et quelque temps après avec M. le docteur de Bouis, qui les remplit seul aujourd'hui avec non moins de conscience et de dévouement, et il les a toujours conservées depuis lors. M. Houël s'acquitta de ces fonctions délicates avec zèle, et même parfois avec une certaine rigidité qui, fort heureusement, n'avait à constater d'autres griefs que des retards dans les publications. Cette rigidité était, d'ailleurs, toujours tempérée par la bonté de ses intentions et de son caractère.

« M. Houël était gendre de M. le baron Mercier qui fut pendant plusieurs années député du département de l'Orne.

« M. Huvé. — Né à Versailles le 28 avril 1783, M. J. J. Marie Huvé fut préparé dans sa propre famille, à l'école de son père, architecte de la famille royale, inspecteur des bâtiments de la couronne, à la brillante carrière qu'il a lui-même parcourue depuis.

« Il entra vers le commencement de ce siècle dans les ateliers de Percier, l'un des plus célèbres architectes de notre époque, et qui a formé tant d'élèves distingués, devenus maîtres à leur tour.

« Admis à l'école des Beaux-Arts en 1803, M. Huvé y obtint jusqu'à cinq médailles et concourut plusieurs fois pour le grand prix ; il ne tarda pas à se faire une riche clientèle.

« Attaché, dès 1808, comme sous-inspecteur aux travaux d'achève-

ment et d'ornementation de l'église de la Madeleine, par M. Vignon, l'architecte que l'empereur avait choisi pour terminer cet admirable monument, M. Huvé en devint à son tour, vingt ans après, l'architecte en titre. Il en fit, depuis cette époque, son affaire capitale. S'il avait dû jusqu'alors rester fidèle au plan primitif de l'édifice à l'achèvement duquel il avait contribué aussi activement que l'avait permis la lenteur de travaux aussi importants, il put déployer dans l'ornementation intérieure et extérieure, qu'il dirigea seul, un goût simple et pur, une élégance noble de style, en rapport avec la sévérité de l'édifice. Il parvint à surmonter les difficultés de plus d'un genre que présentait, à notre civilisation moderne, l'appropriation au culte chrétien d'un édifice conçu selon le plan des temples de l'antiquité païenne.

« Ces difficultés s'accroissaient du retour de la vogue pour l'architecture gothique, bien mieux adaptée, en effet, aux mystères et aux pompes majestueuses du catholicisme, mais dont les défenseurs ont été plus d'une fois injustes envers les partisans, exclusifs à leur tour, des beautés de l'antiquité classique.

« Cette œuvre capitale fera toujours honneur à la mémoire de M. Huvé; mais il ne faut pas non plus oublier la très-grande part qu'il a prise à beaucoup d'autres constructions importantes. Architecte de plusieurs châteaux royaux, et surtout de celui de Compiègne, de plusieurs théâtres (et particulièrement de la nouvelle salle de l'Opéra-Comique); il fut aussi architecte des hospices de Paris, et chargé, depuis 1819, par l'administration générale, des travaux qui furent faits à l'Hôtel-Dieu, à la Salpêtrière, à la Pitié et dans plusieurs autres hospices de moindre importance. Ce fut lui qui, s'unissant aux vues généreuses de Chateaubriand, forma le plan et dirigea les travaux de l'hospice Marie-Thérèse, destiné à recueillir de nobles familles réduites à la misère.

« M. Huvé était membre de l'Institut (Académie des Beaux-Arts), où il avait remplacé en 1838 son ancien maître, l'illustre architecte Percier; il fut inspecteur du Conseil des bâtiments civils, du jury d'examen de l'école des Beaux-Arts, du comité consultatif des bâtiments de la couronne. Il était associé à un grand nombre de sociétés artistiques, littéraires, et faisait partie depuis quinze ans de la Société de l'Histoire de France. Malgré son crédit et sa réputation, M. Huvé était timide et méfiant de lui-même; ses amis, ses élèves vantaient son obligeance charitable et son désintéressement.

« Ainsi que M. Houël et M. Bayard, M. Huvé a été enlevé aux arts subitement et presque sans maladie.

« M. LAHURE.—Père du membre actuel de notre Société, qui a succédé à M. Crapelet, son beau-frère, dans les presses de cette maison

depuis si longtemps renommée à juste titre, M. Lahure a laissé à Paris, dans la carrière du notariat, une réputation bien acquise d'intégrité, de loyauté et de prudence. Lorsqu'il crut devoir se retirer du notariat dont il exerçait les délicates fonctions depuis 1804, M. Lahure fut plusieurs fois désigné, soit par l'élection libre, soit par le choix de l'autorité pour faire partie de commissions administratives, du Conseil général des hospices et même du Conseil général de la Seine. Son assiduité, son expérience des affaires et sa probité y inspiraient une aussi grande confiance que celle dont il avait joui si longtemps dans la Chambre des notaires. Il y fut souvent chargé de rapports sur des questions difficiles et compliquées.

« M. Lahure était membre de notre Société depuis 1833.

« M. MASTRELLA. — Originaire de Turin où il naquit en 1788, M. Mastrella (Grégoire-Joseph) fut naturalisé Français en 1815. Depuis plusieurs années déjà il était à Paris où il avait été appelé par M. le comte de Castellamonte, conseiller à la cour de cassation et ami de son père qui avait été directeur de la monnaie de Turin.

« Les fonctions supérieures qu'il remplit pendant longtemps dans les bureaux de la préfecture de la Seine, ne l'empêchèrent pas de se livrer très-activement à ses goûts pour la littérature et la bibliographie.

« Il avait dirigé, en 1821, mais sans se nommer, l'édition des œuvres de Massillon qui fut publiée par la librairie de Dalibon. L'année suivante il fit imprimer à la même librairie une édition très-estimée des œuvres complètes de Gilbert. En 1825 il publia, avec M. Walckenaër, les poèmes de Mme de la Sablière et de Maucroix.

« M. Mastrella était grand amateur de beaux et bons livres et la vente de sa riche bibliothèque, qui est à peine terminée, offrait une réunion rare d'éditions de prix et de luxe dans les différentes branches de la littérature.

« On y a vu l'expression de ses goûts divers et de la vivacité de son esprit qui savait goûter à la fois et rassembler les éditions les plus rares de livres de genres très-variés.

« Il possédait en voyages et en livres sur l'Orient de très-beaux ouvrages qui provenaient de la bibliothèque de M. de Sacy.

« La littérature italienne y occupait une très-grande place et lui rappelait sa patrie primitive.

« Les classiques aussi y étaient représentés par de rares éditions des *Alde*, des *Elzévir*, des *Estienne*.

« M. Mastrella qui était docteur en droit et qui avait même exercé dans sa jeunesse au barreau de Florence possédait de grandes collections de jurisprudence.

« Les études et les travaux historiques avaient aussi pour lui beau-

coup d'attraits , et il était entré dans notre Société peu d'années après sa fondation.

« M. Mastrella, depuis qu'il avait cessé d'être chef de division à la préfecture de la Seine, s'était retiré à Versailles, où il aimait ses livres non-seulement à cause d'eux, en bibliophile, mais pour lui, pour les agréments qu'il retirait de leur lecture ; il savait goûter modestement les jouissances de l'étude et les douceurs d'une vie simple et retirée.

« Voilà, Messieurs, bien des vides laissés par la mort, en si peu de temps, au sein de notre Société. Puisse, du moins, ce faible et impuisant souvenir être un témoignage de sympathie et d'estime pour les familles et les amis des honorables collègues qui nous ont été enlevés !

« Unissant nos efforts vers le but commun que nous nous sommes proposé d'atteindre, unissons nos regrets pour ceux d'entre nous que nous avons eu le chagrin de laisser en route ; resserrons de plus en plus les liens d'une confraternité réciproquement bienveillante. »

Rapport des censeurs sur l'administration et la gestion des fonds de la Société pendant l'exercice 1852.

M. le docteur de Bours, censeur de la Société, donne lecture du rapport suivant :

« Messieurs,

« Notre premier besoin, en prenant la parole, est de regretter qu'une mort inopinée nous ait privés d'un collègue dans la censure, dont tous vous avez pu apprécier l'aménité des mœurs et la solidité du caractère. Pour nous, qui avons été heureux de trouver un compatriote dans notre collègue, nous vous aurions demandé la permission de dire quelques mots sur la tombe à peine refroidie de ce digne magistrat, si cette tâche n'avait déjà été bien remplie par M. le secrétaire général. Plus il a fait sentir son mérite et les services rendus à la société, plus nous devons craindre notre insuffisance pour ce qu'elle a droit d'attendre de la censure, à laquelle elle a remis le soin de procéder à la vérification des comptes, comme de prononcer sur leur légitime emploi.

« On se ressent toujours beaucoup de son origine : les institutions constitutionnelles, sous lesquelles notre société a pris naissance, ont pénétré notre règlement de leur esprit de garantie. La censure, selon nous, n'a pas seulement à vérifier l'addition, nous croyons qu'il est de son devoir de jeter un coup d'œil sur l'administration de la société dans son ensemble ; et comme le chœur antique, d'approuver, de

blâmer, s'il y avait lieu, pour maintenir le Conseil dans la ligne tracée par nos fondateurs.

« Vos finances ont continué d'être fidèlement et prudemment appliquées avec une si louable économie, qu'il est impossible de penser qu'on puisse faire plus ou mieux avec des ressources qui, vous le savez, ne sont pas considérables. Dans un temps où l'annonce, la réclame ont une aussi grande part aux succès même légitimes, nous ne blâmerons pas la société de conserver sa dignité, qui est celle de tous les noms honorables qu'elle compte dans son sein, et de ne rechercher le succès que par le mérite de ses publications comme par le talent et le savoir des éditeurs auxquels elle les confie. Cependant permettez-nous de vous demander si arrivée à sa vingtième année, la société de l'histoire de France doit continuer à être traitée en jeune fille. Ne devons-nous pas envisager l'époque de son émancipation et de sa majorité. Ne pourrait-on la produire un peu plus dans le monde élégant, instruit, qui la goûterait d'autant plus qu'elle s'y serait fait connaître davantage?

« Votre comptabilité est des plus simples, principalement en ce qui concerne la partie financière. Chacune des sommes composant l'actif de la caisse est l'objet d'un mandat coupé d'un registre à souche, en regard duquel se trouve le reçu correspondant, le mandat signé du président du comité des fonds, le reçu signé du trésorier; de telle sorte qu'il est toujours facile de vérifier la situation de la caisse par l'absence du nombre des reçus, par le nombre comme par la valeur des mandats ordonnancés. Les dépenses ne présentent pas moins de clarté; chacune d'elles est inscrite sur le livre au jour où elle est soldée, la pièce justificative est conservée après avoir été cotée. Vos censeurs ont toujours proclamé avec satisfaction les bons services rendus en cette matière par M. le trésorier et par le comité des fonds. Suivant l'usage nous leur offrirons nos vifs sentiments de gratitude. La comptabilité matérielle présente des difficultés plus grandes, dépendant en quelque sorte de la nature même des choses, qui rend impossibles les vérifications répétées, quotidiennes. Sans doute, on ne devrait jamais trouver d'inexactitudes, mais il ne nous semble guère possible qu'il en soit autrement pour beaucoup de raisons qui se retrouvent dans tous les cas où il s'agit d'objets conservés en magasin. Quand l'erreur est dans de faibles limites, elle a dû entrer dans les prévisions de perte des objets conservés. Constatée, elle doit suffisamment appeler l'attention de manière à empêcher qu'elle ne se renouvelle. L'expérience et la pratique ont engagé votre comité des fonds à proposer les moyens les plus propres à prévenir les erreurs qui paraissent dépendre de la dispersion de la responsabilité, erreurs légères dont nous n'aurions pas cru devoir parler si nous ne nous étions rappelé le précepte :

Cave ne titubes, mandataque frangas. (Ep. 13, lib. I. Horace.)

« La situation financière est meilleure que jamais; dans le cours de l'année 1852 vous avez reçu :

Trois cent vingt-neuf cotisations à 30 fr.....	9 870
Pour vente des ouvrages.....	4 917 50
Il restait en caisse au 1 ^{er} janvier 1852.....	1 287 94
Ce qui forme un actif total de	

16 075 44.

« Dans cette même année, vous avez dépensé :

Impressions.....	12 864
Brochages et envois du Bulletin.....	767 79
Loyer et assurances du magasin.....	180 »
Dépenses diverses.....	505 10
Honoraires pour 1851 et 1852.....	1 433 »

Total 15 749 89.

« D'où il suit que l'excédant des recettes sur les dépenses pendant cette dite année 1852 est de 325 fr. 55 cent. Minime somme, il est vrai, mais qui ne doit laisser aucune crainte dans les circonstances actuelles, où nous voyons le nombre de nos membres s'accroître chaque jour, et aussi si l'on veut bien observer que jamais nous n'avons eu une position meilleure dans notre compte courant avec l'imprimeur. Il est donc à penser que la société continuera de prospérer, grâce à la direction ferme et éclairée de son Conseil, qu'elle ralliera un plus grand nombre d'associés sous un drapeau qu'elle peut montrer avec honneur à ses amis et à ses ennemis, s'il en est. »

M. le président met aux voix les conclusions de ce rapport tendant à approuver les comptes et la gestion de M. le trésorier pendant l'exercice 1852. Elles sont adoptées par la société.

Lecture de Notices historiques.

M. Monmerqué donne lecture d'un fragment des mémoires du Maréchal d'Estrées sur la régence d'Anne d'Autriche, dont la découverte est due à M. Chéruel, professeur d'histoire à l'École normale, membre de la Société. On a déjà de ce maréchal des mémoires sur la régence de Marie de Médicis qui sont réunis aux diverses collections de mémoires relatifs à l'histoire de France; ceux-ci, moins considérables, donnent des aperçus nouveaux sur les diverses intrigues qui partagèrent la cour et amenèrent les troubles de la Fronde. Ils seront proposés au Conseil de la Société de l'Histoire de France, comme pouvant compléter utilement le volume qui doit contenir les mémoires de Beauvais Nangis. Ce

morceau peint la situation du roi et du cardinal de Richelieu ; du roi qui n'aimait pas son ministre et croyait ne pouvoir se passer de lui , du ministre qui , bien au fait de sa position , se cramponnait au pouvoir en se rendant nécessaire et se soutenait par la force de ses alliances. Le défaut d'espace nous empêche d'insérer ici ce morceau ; mais nous ferons connaître un nouveau fragment des mémoires de Lamotte Goulas , également lu par M. Monmerqué et qui est relatif à la sortie des princes de la ville de Bordeaux après la signature de la paix. Le voici :

« Le lendemain de la signature du traité , M^{me} la Princesse et M. le duc d'Enghien partirent avec toute leur cour , accompagnés de MM. de Bouillon et de La Rochefoucauld. Dès qu'elle sortit de la ville , la fortune fist une chose qui produisit d'étranges événements. La Princesse descendoit au courant de la rivière et M. de La Meilleraye aussi , qui , la voyant si près de lui , ne crut pas de la bienséance de ne luy point rendre ses devoirs , puisqu'il avait l'honneur d'être son proche parent. Il aborde son bateau et , après les premiers compliments , il lui demande si elle ne fera pas la révérence à Leurs Majestés , 'ne pouvant ne point passer à la vue de leurs fenestres ; M^{me} la Princesse s'en vouloit dispenser ; mais lui , l'exhortant à le faire , puisqu'il étoit de son devoir , les deux ducs se trouvant de ce sentiment , lui remontroit même qu'elle auroit bonne grâce de se jeter à leurs pieds et de leur demander la liberté de Monsieur son mari ; elle le consentist et s'y en alla. Ces messieurs jugèrent encore à propos qu'ils vissent M. le cardinal , espérant qu'ils l'esbranleroient par leurs raisons pour mettre les princes en liberté , ou donneroient beaucoup à penser à Monseigneur¹ et aux Frondeurs , dont l'ombrage produiroit peut-être quelque bon effet. Ils eurent sujet d'être satisfaits d'avoir pris ce party , car M^{me} la Princesse fut si bien traitée du Roy et de la Reyne , et leur conversation avec M. le Cardinal ayant été longue , donna l'alarme à Mademoiselle qui ne manqua pas de dépescher aussitôt à Monseigneur et la lui faire prendre fort chaude. La Reine dist à M^{me} la Princesse , qui s'estoit jettée à genoux , qu'elle obtiendrait plus tost la liberté de M. le Prince , se comportant de la sorte , que par d'autres voyes. Enfin il ne se passa rien en cette action , ou visite , que d'agréable à tous.... »

M^{lle} de Montpensier , en effet , ne manqua pas d'écrire : « J'écrivis à Monsieur une fort longue relation de tout ce qui s'étoit passé.... J'escrivis jusqu'à quatre heures du matin. » (*Mémoires de Montpensier.*)

Mais c'est dans une lettre de M^{lle} de Scudéry que l'on voit avec plus de détail l'effet produit par la scène rapportée par Goulas. Ces rappor-

¹ Gaston , duc d'Orléans. Tout le monde l'appelait Monsieur , mais sa maison lui donnait le Monseigneur.

Élections.

L'assemblée procède au renouvellement du quart des membres du Conseil sortant en 1852.

Sont élus :

MM. DE BARANTE,
DE CHABRILLAN (Jules),
J. DESNOYERS,
LACABANE,
LASCoux.

MM. DE MAS-LATRIE,
MIGNET,
MOLÉ,
THIERS,
MARION.

M. le comte de Montalembert a réuni le plus grand nombre de voix après les membres élus.

MM. DE BOUIS et BOCQUET sont nommés censeurs pour l'exercice de 1853.

M. le président proclame membres de la Société, après en avoir soumis la proposition à l'assemblée.

842. M^{me} LA DUCHESSE DE LA ROCHEFOUCAULD, rue de Varennes, présentée par MM. Lenormant et J. Desnoyers.

843. M. LOUIS DUSSEUX, professeur d'histoire et de géographie à l'École militaire de Saint-Cyr, rue du Potager, 1 bis, à Versailles, présenté par MM. Duchêne aîné et Dumoulin.

— Il est donné lecture d'une lettre de M. l'abbé Faudet, curé de Saint-Roch, appelant l'intérêt de la Société sur une souscription de cent mille francs destinés à l'acquisition d'un immeuble qui réunirait une maison de secours pour les pauvres, une école de jeunes filles, un ouvroir et un asile. Cette bonne œuvre est recommandée à la charité et à la générosité des membres de la Société de l'Histoire de France.

La séance est levée à cinq heures et demie.